

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

### MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

*Appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.*

---

### MARCHE N°2469B05AO TRAVAUX DE MODERNISATION DU PORT DU BEAUJOLAIS - DALLES NORD ET SUD ET VOIE FERREE

---

#### ENTITE ADJUDICATRICE

**Chambre de Commerce et d'Industrie de région Auvergne-Rhône-Alpes**  
32 Quai Perrache  
CS 10015  
69286 LYON CEDEX 02

#### SITE BÉNEFICIAIRE

**Port fluvial de Villefranche-Sur-Saône (69)**  
175 Rue Denis Papin  
69400 VILLEFRANCHE-SUR-SAÔNE

Site internet : <http://www.beaujolais.cci.fr>

Adresse du profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Contact cellule commande publique : [marchescclb@auvergne-rhone-alpes.cci.fr](mailto:marchescclb@auvergne-rhone-alpes.cci.fr)

*Le Port de Villefranche-Sur-Saône est un équipement géré par la CCI Locale Beaujolais,  
elle-même rattachée à la CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes.*

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Réalisation de prestations similaires.....	4
2 - Pièces contractuelles.....	4
3 - Intervenants.....	5
3.1 - Conduite d'opération.....	5
3.2 - Maîtrise d'œuvre.....	5
3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	5
3.4 - Coordination des systèmes de sécurité incendie .....	5
3.5 - Contrôle technique.....	5
3.6 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs .....	5
4 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	5
5 - Durée et délais d'exécution.....	5
5.1 - Délai global d'exécution des prestations .....	5
5.2 - Délai d'exécution .....	5
5.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution .....	6
5.4 - Délais Partiels.....	6
6 - Prix.....	6
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	6
6.2 - Modalités de variation des prix .....	7
6.3 - Répartition des dépenses communes .....	9
7 - Garanties Financières.....	11
8 - Avance .....	11
8.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	11
8.2 - Garanties financières de l'avance .....	12
9 - Modalités de règlement des comptes .....	12
9.1 - Décomptes et acomptes mensuels .....	12
9.2 - Présentation des demandes de paiement .....	12
9.3 - Délai global de paiement .....	13
9.4 - Paiement des cotraitants .....	13
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	13
10 - Conditions d'exécution des prestations .....	13
10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits .....	13
10.2 - Implantation des ouvrages .....	14
10.2.1 - Piquetage général .....	14
10.3 - Préparation et coordination des travaux .....	14
10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	14
10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier .....	14
10.3.3 - Plan d'assurance qualité .....	15
10.3.4 - Registre de chantier .....	15
10.4 - Etudes d'exécution.....	15
10.5 - Installation et organisation du chantier.....	15
10.5.1 - Installation de chantier.....	15
10.5.2 - Signalisation de chantier .....	15
10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier .....	16
10.6.1 - Gestion des déchets de chantier .....	16
10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	16

10.6.3 - Documents à fournir après exécution .....	16
11 - Développement durable .....	16
12 - Réception.....	17
12.1 - Réception des travaux .....	17
12.1.1 - Dispositions applicables à la réception .....	17
12.1.2 - Réception partielle.....	17
13 - Garantie des prestations.....	17
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	17
15 - Pénalités .....	18
15.1 - Pénalités de retard.....	18
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	18
15.3 - Autres pénalités spécifiques .....	18
16 - Assurances.....	19
17 - Clause de réexamen.....	19
18 - Résiliation du contrat .....	20
18.1 - Conditions de résiliation.....	20
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	20
19 - Règlement des litiges et langues.....	21
20 – Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail) .....	21
21 - Dérogations.....	21

## **1 - Dispositions générales du contrat**

### **1.1 - Objet du contrat**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent des travaux de modernisation du Port du Beaujolais – Dalles Nord et Sud et voie ferrée

Les prestations sont réparties en 2 phases selon le calendrier prévisionnel suivant :

- Phase 1 : Durée 10 mois - du 01/04/2025 au 27/02/2026
- Phase 2 : Durée 12 mois - du 2/02/2026 au 5/02/2027

### **Lieu(x) d'exécution :**

Port Fluvial de Villefranche-sur Saône  
175 Rue Denis Papin  
69400 Villefranche-sur-Saône

### **1.2 - Décomposition du contrat**

Les prestations sont réparties en 3 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	TERRASSEMENT ET VRD
02	FONDACTIONS SPECIALES
03	VOIES FERREES

**Le lot principal est le lot 01 – TERRASSEMENT ET VRD.**

### **1.3 - Réalisation de prestations similaires**

L'entité adjudicatrice pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, notamment pour la réalisation de l'objet suivant, en cours de définition, et rendu nécessaire au regard de la sécurité civile :

Libellé
Lot 1 : Rampe d'accès de mise à l'eau pour les services de secours

## **2 - Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cadre de réponse OBLIGATOIRE
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)

### **3 - Intervenants**

#### **3.1 - Conduite d'opération**

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

#### **3.2 - Maîtrise d'œuvre**

La mission de maîtrise d'œuvre sera assurée par :

ACERE – 271 Rue Camille Desmoulins 69400 Villefranche-sur-Saône

Mail : [contact@acere-groupe.fr](mailto:contact@acere-groupe.fr) / [rds@acere-groupe.fr](mailto:rds@acere-groupe.fr)

Tel : 03.29.39.23.36

#### **3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier**

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

#### **3.4 - Coordination des systèmes de sécurité incendie**

La coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par le maître d'œuvre.

#### **3.5 - Contrôle technique**

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

#### **3.6 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

### **4 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

### **5 - Durée et délais d'exécution**

#### **5.1 - Délai global d'exécution des prestations**

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 23 mois (phase 1+phase 2). Une période de préparation d'une durée d'un mois est englobée dans le délai global d'exécution

La date prévisionnelle de début des prestations est le 01/04/2025.

#### **5.2 - Délai d'exécution**

Le délai d'exécution est de 23 mois toutes phases confondues comprenant une période de préparation d'un mois

L'exécution du marché débute à compter de la date de notification du contrat.

L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'entité adjudicatrice dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 1 et 2 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 20 jours.

### **5.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution**

Les délais d'exécution des travaux sont définis conformément au calendrier prévisionnel d'exécution annexé au présent CCAP. L'ordre de service adressé au titulaire du lot commençant le premier l'exécution des travaux est portée à la connaissance des entreprises chargées des autres lots.

#### **Planning détaillé d'exécution**

A) Le planning est élaboré par la maîtrise d'œuvre en charge de la mission d'OPC (ordonnancement, pilotage et coordination de chantier).

Ce planning indique pour chaque lot la durée et la date prévisionnelle de départ de son délai d'exécution ainsi que la durée et la date prévisionnelle de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de chaque titulaire sur le chantier.

B) Le délai d'exécution commence à la date de notification valant ordre de service prescrivant au titulaire concerné le démarrage de ses prestations (préparation + travaux).

C) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le responsable de la mission d'OPC peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement. Il est alors à nouveau notifié par ordre de service à tous les titulaires.

### **5.4 - Délais Partiels**

Le présent marché est découpé en 2 phases selon le planning prévisionnel

Délais phase 1 : 10 mois

Délais phase 2 : 12 mois

## **6 - Prix**

### **6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Les prix tiennent compte des dépenses communes de chantier.

## 6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement à compter de la date de notification du marché par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules	Prix concernés
01	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (TP01 (n-3) / TP01(o))$	Indiqués dans le BPU
01	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (TP04 (n-3) / TP04(o))$	Indiqués dans le BPU
01	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (TP07b (n-3) / TP07b(o))$	Indiqués dans le BPU
01	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (TP08 (n-3) / TP08(o))$	Indiqués dans le BPU
01	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (TP09 (n-3) / TP09(o))$	Indiqués dans le BPU
01	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (TP10f (n-3) / TP10f(o))$	Indiqués dans le BPU
01	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (TP12a (n-3) / TP12a(o))$	Indiqués dans le BPU
01	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (TP12b (n-3) / 12b(o))$	Indiqués dans le BPU
01	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (BT06 (n-3) / BT06 (o))$	Indiqués dans le BPU
01	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (BT42 (n-3) / BT42 (o))$	Indiqués dans le BPU
01	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (BT46 (n-3) / BT46(o))$	Indiqués dans le BPU
01	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (BT47 (n-3) / BT47(o))$	Indiqués dans le BPU
01	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (EV3 (n-3) / EV3 (o))$	Indiqués dans le BPU
01	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (PMR (n-3) / PMR(o))$	Indiqués dans le BPU
01	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (TSH (n-3) / TSH (o))$	Indiqués dans le BPU
02	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (TP04 (n-3) / TP04 (o))$	Indiqués dans le BPU
03	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (VF1 (n-3) / VF1 (o))$	Indiqués dans le BPU

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
01	TP01	Index Travaux Publics – Index Général Tous Travaux - Base 2010
01	TP04	Index Travaux Publics - Fondations et travaux géotechniques - Base 2010
01	TP07b	Index Travaux Publics – Travaux de génie civil béton et acier pour ouvrages maritimes et fluviaux - Base 2010
01	TP08	Index Travaux Publics – Travaux d'aménagement et entretien de voirie en zones rurale et urbaine - Base 2010
01	TP09	Index Travaux Publics – Fabrication et mise en œuvre d'enrobés - Base 2010
01	TP10f	Index Travaux Publics – Canalisations, assainissement et adduction d'eau avec fourniture de tuyau multi-matériaux- Base 2010
01	TP12a	Index Travaux Publics – Réseaux d'énergie et de communication hors fibre optique - Base 2010
01	TP12b	Index Travaux Publics – Eclairage public – Travaux d'installation - Base 2010
01	BT06	Index du bâtiment – Ossature, ouvrages en béton armé – Base 2010
01	BT42	Index du bâtiment – Menuiserie en acier et serrurerie – Base 2010
01	BT46	Index du bâtiment – Peinture, teinture, revêtements muraux – Base 2010
01	BT47	Index du bâtiment – Electricité – Base 2010
01	EV3	Index divers de la construction – Travaux de création d'espaces verts – Base 2010
01	PMR	Index divers de la construction – Produits de marquage routier – Base 2010
01	TSH	Index divers de la construction – Travaux de signalisation horizontale – Base 2010
02	TP04	Index Travaux Publics - Fondations et travaux géotechniques - Base 2010
03	VF1	Travaux de renouvellement de voie avec mécanisation intensive



### **6.3 - Répartition des dépenses communes**

Les dépenses d'investissement et d'entretien du chantier sont réputées rémunérées par les prix du contrat conclu par le titulaire concerné qui en supporte seul les frais :

#### **Plan d'Installation de chantier :**

##### **Base vie**

**Le port fluvial du Beaujolais met à la disposition du titulaire de l'ensemble des lots les anciens bureaux avec eau et électricité.**

**Cet espace comprendra :**

**1 pièce (Salle n°1 : Ancien accueil) d'une surface de 12.5 m<sup>2</sup> pouvant être utilisée comme bureau de chantier.**

**1 pièce (Salle n°2 : bureau en face de l'accueil) d'une surface de 10.5 m<sup>2</sup> m<sup>2</sup> pouvant être utilisée comme bureau de chantier.**

**1 pièce (Salle n°3 : bureau en face des sanitaires) d'une surface de 14 m<sup>2</sup> pouvant être utilisée comme bureau de chantier.**

**1 pièce (Salle n°4 : Réfectoire) d'une surface de 8 m<sup>2</sup> utilisée comme réfectoire. La MOA met à disposition un petit réfrigérateur, un micro-ondes, un évier, des tables et chaises pouvant accueillir 8 personnes.**

**1 pièce (Salle n°5 : bureau) d'une surface de 12 m<sup>2</sup> utilisée comme salle de réunion. La MOA met à disposition une table et des chaises pouvant accueillir 8 personnes.**

**1 pièce (Salle n°6 : sanitaires) d'une surface de 15 m<sup>2</sup> utilisée comme vestiaire / sanitaire. La MOA devra mettre en place un banc ainsi qu'un système de rangement de type casier pour au moins 10 personnes. Les sanitaires disposent de :**

- 2 douches séparés**
- 3 WC séparés**
- 1 lavabo collectif**

En ce qui concerne le nettoyage des pièces mises à disposition, le titulaire du Lot.1 prendra en charge cette prestation pendant toute la durée des travaux et ce, une fois toutes les trois semaines. Un planning d'intervention d'un technicien de surface devra être transmis en période préparatoire, et affiché dans la base vie (hors période(s) d'arrêt(s)).

Le nettoyage des installations de chantier ne comprend pas le rangement.

Chaque entreprise veillera à ce que l'ensemble des installations reste propre pour le bien-être de l'ensemble des intervenants.

S'il le maître d'œuvre venait à constater un désordre constant, il se laisse le droit de demander une intervention ponctuelle d'une entreprise de nettoyage. Les frais induits par cette intervention seront répartis par lots présents sur site, au prorata du montant des marchés travaux.

Les dépenses sur compte prorata, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge du ou des titulaires, font l'objet de la répartition forfaitaire suivante :

### **Dépenses sur compte prorata**

La responsabilité relative à l'organisation matérielle et collective du chantier, ainsi que la gestion du compte prorata incombent au titulaire du Lot.1, dans les conditions prévues au C.C.A.P. et pièces contractuelles du marché. Il est précisé que l'entreprise, ci-avant désignée, n'est en aucune façon chargée de la coordination des travaux.

#### Répartition des dépenses

##### 1. Dépenses d'investissement

Sera à la charge du Lot.1 :

- Clôture de chantier
- Panneau de chantier
- Benne de stockage des déchets listés ci-dessous
- Installation des casiers individuels et mobilier nécessaires dans les vestiaires mis à disposition par la maîtrise d'ouvrage
- Mise en place d'une armoire électrique générale de chantier pour les corps d'état secondaires

##### 2. Dépenses d'entretien

Les dépenses d'entretien de la base vie indiqués ci-dessous seront à la charge du Lot.1

##### 3. Dépense de consommation

Font l'objet d'une répartition forfaitaire, au compte prorata de toutes les entreprises, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées ou mises à la charge d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises, les dépenses indiquées ci-dessous :

- Frais de remise en état des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable.
- Frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés dans les cas suivants :
  - L'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert.
  - Les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur d'un lot déterminé.
  - La responsabilité de l'auteur, insolvable n'est pas couverte par un tiers.
- Frais de nettoyage de chantier à la livraison
- Frais de gestion des déchets Le traitement de tout type de déchets

L'entrepreneur titulaire du lot.1 procèdera au règlement des dépenses correspondantes mais peut demander des avances aux autres entrepreneurs. Il effectue en fin de chantier la répartition desdites dépenses entre les entrepreneurs proportionnellement aux montants des décomptes définitifs de chacun.

- Dans cette répartition, l'action du Maître d'ouvrage se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.
- Le nettoyage de livraison
- Le traitement de tout type de déchets

Le titulaire désigné pour la gestion du compte prorata (dénommé lot principal) procède au règlement des dépenses correspondantes, mais il peut demander des avances aux autres titulaires. En fin de chantier, il effectuera la répartition des dites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque entreprise. Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les titulaires lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

Si le marché relatif à un lot est résilié, la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par le titulaire défaillant devra être assurée par le titulaire du lot 01 jusqu'à la désignation d'un nouveau titulaire et ce, sans avoir à supporter la charge des dépenses justifiées entraînées par cette garde.

## **7 - Garanties Financières**

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie.

## **8 - Avance**

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour tous les lots

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

### ***8.1 - Conditions de versement et de remboursement***

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### **8.2 - Garanties financières de l'avance**

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance.

## **9 - Modalités de règlement des comptes**

### **9.1 - Décomptes et acomptes mensuels**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

### **9.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

### **Informations à utiliser pour la facturation électronique**

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13002269200367
- Code service : ETB 100
- N° d'engagement : 2469B05AO

Les entreprises de travaux devront publier les factures sur CHORUS en invitant le MOE à les valider sur CHORUS. Le maître d'œuvre devra ainsi gérer les factures de travaux sur CHORUS : voir le mode opératoire, téléchargeable à partir du lien suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/gerer-les-factures-de-travaux-sur-chorus-pro-pour-les-moe/>

### **9.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

### **9.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'entité adjudicatrice, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **10 - Conditions d'exécution des prestations**

Adresse d'exécution :

PORT FLUVIAL DU BEAUJOLAIS / CCI DU BEAUJOLAIS  
175 rue Denis Papin  
69400 VILLEFRANCHE-SUR-SAONE

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

### **10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits**

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

## **10.2 - Implantation des ouvrages**

### **10.2.1 - Piquetage général**

Le piquetage général a été effectué en totalité.

## **10.3 - Préparation et coordination des travaux**

### **10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 1 mois. Ce délai peut être amélioré par le titulaire.

Cette période débute à compter de la notification du marché.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 30 jours au plus tard après la notification du marché.

Le maître d'ouvrage doit réaliser les voies et réseaux divers avant l'ouverture du chantier.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

### **10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises

et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 150,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

#### **10.3.3 - Plan d'assurance qualité**

Pour répondre à la problématique de la gestion de la qualité du chantier, le titulaire a la responsabilité d'établir un plan d'assurance qualité. Ce plan, soumis au visa du maître d'œuvre, comportera les dispositions suivantes :

Prestation rémunérée dans le BPU.

#### **10.3.4 - Registre de chantier**

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

### **10.4 - Etudes d'exécution**

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent CCAP.

### **10.5 - Installation et organisation du chantier**

#### **10.5.1 - Installation de chantier**

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

#### **10.5.2 - Signalisation de chantier**

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la

matière.

## **10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

### **10.6.1 - Gestion des déchets de chantier**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

### **10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

### **10.6.3 - Documents à fournir après exécution**

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Aucun format numérique n'est préconisé pour la remise de ces documents. Cependant, chaque document doit être remis dans un format largement disponible et exploitable par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

## **11 - Développement durable**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Les CCTP respectifs de chacun des lots de la présente opération, présentent des exigences en termes de respect des contraintes environnementales dont les prescriptions sont décrites et synthétisées dans la liste du Pré-diagnostic. Tout manquement à ces obligations entraînera l'application de pénalités décrites à l'article 15.3 du présent CCAP.



## **12 - Réception**

### **12.1 - Réception des travaux**

#### **12.1.1 - Dispositions applicables à la réception**

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux propres à chaque lot dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Chaque titulaire avise l'entité adjudicatrice et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

#### **12.1.2 - Réception partielle**

La réception partielle des ouvrages ou parties d'ouvrages est réalisée conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG-Travaux.

Réception par ouvrage et par phase à la demande de l'opérateur :

Phase 1 :

- Arrase terrassement
- Couche de forme
- Inclusion rigide
- Réseaux humides
- Réseaux secs
- Voie ferrée

Phase 2 :

- Arrase terrassement
- Couche de forme
- Inclusion rigide
- Réseaux humides
- Ouvrages hydrauliques
- Réseaux secs
- Voie ferrée

## **13 - Garantie des prestations**

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Le délai de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

## **14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## **15 - Pénalités**

### **15.1 - Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,0/1000 du montant HT du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Retard dans l'exécution des travaux.

Ces pénalités sont également applicables en cas de non-respect des délais partiels d'exécution prévus au présent marché.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Conformément aux stipulations de l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,0 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### **15.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'entité adjudicatrice applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### **15.3 - Autres pénalités spécifiques**

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Absence aux réunions de chantier pour les entreprises dont la présence est requise	Forfaitaire	150,00 €	par constat d'infraction
Retard dans la remise des documents après exécution	Journalière	150,00 €	retard par jour calendaire
Retard dans le repliement des installations de chantier	Journalière	300,00 €	par jour calendaire
Défaut de nettoyage dans l'emprise des zones d'intervention (intérieur / extérieur)	Journalière	150,00 €	par jour calendaire
Dépôt sauvage ou enfouissement de déchets	Forfaitaire	200,00 €	par constat d'infraction
Pénalité pour non-respect des engagements stipulés dans le cadre de réponse	Forfaitaire	150,00 €	par constat de non-respect

Pénalité pour non-respect des plans de circulation et stockage du chantier	Forfaitaire	150,00 €	par infraction constatée
Non remise du DOE	Journalière	500,00 €	Par jour calendaire de retard
Dégradation des zones balisées	Forfaitaire	3 000€	Par infraction constatée
Pollution sur site	Forfaitaire	10 000€	Par infraction constatée
Absence de kit anti-pollution	Forfaitaire	1 000€	Par constat d'absence
Destruction d'espèces protégées	Forfaitaire	10 000€	Par infraction constatée
Non-respect des zones naturelles identifiées sur plan	Forfaitaire	1 000€	Par infraction constatée

## **16 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

## **17 - Clause de réexamen**

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. L'entité adjudicatrice peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position de l'entité adjudicatrice est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

- En cas d'augmentation significative du prix des matières premières,
- En cas de défaillance du titulaire, celui-ci propose un remplaçant pour achever les prestations, faute de quoi il s'exposera à une résiliation du marché,
- En cas d'événements extérieurs [aux parties] perturbant durablement le déroulement des travaux,
- En cas de modifications ou évolutions de la législation, de la réglementation ou de tout autre texte externe s'imposant de droit [à l'entité adjudicatrice], entraînant des suggestions complémentaires imprévues.

## **18 - Résiliation du contrat**

### ***18.1 - Conditions de résiliation***

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par l'entité adjudicatrice, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

L'entité adjudicatrice se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### ***18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire***

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'entité adjudicatrice par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'entité adjudicatrice adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **19 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Lyon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **20 – Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)**

Le titulaire **s'engage à fournir tous les 6 mois** à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme E-ATTESTATIONS mise à disposition gratuitement par la CCI, à l'adresse suivante :  
<https://declarants.e-attestations.com>

A défaut de production des pièces sur E-attestations, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.

## **21 - Dérogations**

- L'article 5.2 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG - Travaux
- L'article 10.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 10.3.1 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.3 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG - Travaux

